



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 11 - NOVEMBRE 2021

PUBLIÉ LE 18 NOVEMBRE 2021

DDTM

- MAJSP

DREAL OCCITANIE

- UID 11/66

PREFECTURE

- DPPAT/BEAT

SOMMAIRE

DDTM

MAJSP

Décision n° DDTM-MAJSP-2021-17 du 17/11/2021 portant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude - Abroge les décisions n° DDTM-MAJSP-2021-14 du 20/09/2021 et n° DDTM-MAJSP-14 du 17/11/2021.....1

DREAL OCCITANIE

UID11/66

Extrait de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11/66-2021-036 du 02/11/2021 modifiant les prescriptions de l'article 7.8.3 de l'arrêté d'autorisation du 23/04/2007 réactualisant les prescriptions techniques du dépôt de gaz combustibles liquéfiés et ses installations annexes exploités par la société SA ANTARGAZ et implantés sur le territoire de la commune de PORT-la-NOUVELLE.....18

PREFECTURE

DPPPAT/BEAT

Arrêté préfectoral portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées sur le territoire des communes du département de l'Aude - Travaux de l'Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN).....19

Arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les travaux de restauration des immeubles dégradés cadastrés AC 80 et 81 - 1 bis et 3 rue Cabirol situés dans le « Site Patrimonial Remarquable » de la commune de NARBONNE.....22

**Décision n° DDTM-MAJSP-2021-17
portant subdélégation de signature à certains agents de la
direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude**

Le Directeur,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code forestier ;

VU le code de la commande publique

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code du domaine de l'État ;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU le code de la fonction publique ;

VU le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code général des impôts ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L1416 ; R1416 à R 1416-21 relatifs au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

VU le code du patrimoine, et notamment son article L524-8 relatif à la redevance d'archéologie préventive ;

VU le livre des procédures fiscales ;

VU l'article R. 620-1 du Code de l'urbanisme qui autorise le Directeur départemental des territoires et de la mer à déléguer sa signature en ce qui concerne les matières relevant en propre de ses attributions ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi n° 83-1186 du 23 décembre 1983 portant modification des dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'État et les collectivités locales et notamment ses articles 23 à 27 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative au droit des citoyens dans leur relation avec l'administration ;

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique notamment son article 17 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive notamment son article 9, paragraphes I et III ;

VU la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés, modifiant les conditions de fonctionnement des services archéologiques ;

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

VU la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

VU la loi n° 2010-788 du 10 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;

VU la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration des décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

VU le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat ;

VU le décret n°2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel ;

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de M Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU le décret n° 2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;

VU l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 1987 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente ;

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 attribuant des compétences en matière maritime et de navigation à certains services déconcentrés ;

VU l'arrêté interministériel du 17 juillet 2006 pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 12 janvier 2010 relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2010 portant délégation de pouvoir en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;

VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

VU l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 17 décembre 2019 nommant M. Vincent CLIGNIEZ, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 3 janvier 2020 nommant Mme Nathalie CLARENC, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU la convention en date du 23 février 2015 relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural à la DDTM 11 pour la période de programmation 2014-2020, et ses avenants n° 1 en date du 13 avril 2015 et n°2 en date du 1er octobre 2015 ;

VU la circulaire ministérielle du 18 février 1998 relative aux procédures de recensement, de modification et de radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TPB) ;

VU la circulaire interministérielle du 1er octobre 2001 relative à la modernisation de l'ingénierie publique et au déroulement de la procédure d'engagement de l'État pour les marchés d'ingénierie ;

VU la circulaire IOCK0920444C, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales du 1er septembre 2009, relative au contrôle de légalité en matière d'urbanisme ;

VU la circulaire du ministre de l'intérieur du 12 septembre 2012 à la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-11-4229 du 15 décembre 2005 portant constatation du transfert des routes nationales au conseil général de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-0001 du 23 avril 2018 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées pour le département de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-017 du 12 mars 2021 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU l'arrêté ministériel n°U14723520304282 du 1^{er} septembre 2021 portant prise en charge et affectation avec changement de l'autorité de gestion de Mme ALIX Véronique appelée à exercer en tant que référente SGCD auprès de la DDTM ;

VU l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ, la présente subdélégation, **ne s'applique pas** ;

- aux courriers circulaires adressés aux maires ;
- aux courriers adressés aux membres du gouvernement, aux parlementaires ;
- aux courriers adressés au président du Conseil départemental et au président du Conseil régional ;
- aux courriers adressés aux préfets de département, aux préfets de région, et de zone ;
- aux décisions relevant d'avis divergents ;
- aux conventions liant l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- aux saisines des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes ;
- aux décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation) ;

Les exclusions relevant de l'ordonnancement comptable, aux fonctions du pouvoir adjudicateur et à la commande publique sont détaillées dans les sections idoines définies ci-après.

Ces dispositions demeurent de la compétence de l'autorité préfectorale.

Sont également exclus du champs de la subdélégation les courriers adressés aux élus à l'exception des correspondances nécessaires à l'instruction d'un dossier.

SECTION 1 : COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

ARTICLE 2 :

A l'exclusion des dispositions énumérées à l'article 1, subdélégation de signature est donnée aux chefs de service, désignés ci-après, dans le cadre de leurs attributions respectives :

Vanessa FOURATIER	Service de l'économie agricole et du développement rural (SEADR)
<i>En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : Bernard BOYER</i>	
A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;</u> 2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05 ;</u>
J - Agriculture et espaces naturels	2) En matière d'aménagement rural 1-J-2-1 Aménagement foncier (Livre I nouveau, titre II du Code Rural) : <u>1.J.2.1.01 ; 1.J.2.1.02 ;</u> 3) En matière de production agricole : 1-J-3-1 Arrêtés préfectoraux <u>1.J.3.1.01 ; 1.J.3.1.02 ; 1.J.3.1.03 ; 1.J.3.1.04 ; 1.J.3.1.05 ; 1.J.3.1.06 ; 1.J.3.1.07 ;</u> 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.01 ; 1.J.3.2.02 ; 1.J.3.2.03 ; 1.J.3.2.04 ; 1.J.3.2.05 ; 1.J.3.2.06 ; 1.J.3.2.07 ;</u> <u>1.J.3.2.08 ; 1.J.3.2.09 ; 1.J.3.2.10 ;</u>

Maxime MONFORT		Service de l'eau et des milieux aquatiques (SEMA)
<i>En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : Jean-Louis BURAIS</i>		
A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;</u>	
	2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05 ;</u>	
C – Environnement	1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques : 1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux : <u>1.C.1.1.01 ;</u> <u>1.C.1.1.02</u> instruction à l'exclusion de la décision d'autorisation ; <u>1.C.1.1.03 ;</u> <u>1.C.1.1.04</u> instruction à l'exclusion de la décision d'autorisation ;	
	1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire : <u>1.C.1.2.01 ;</u> <u>1.C.1.2.02 ;</u> <u>1.C.1.2.03 ;</u>	
	6) Pêche en eaux douces et gestion piscicole <u>1.C.6.01 ; 1.C.6.02 ;</u>	
	7) Assainissement non collectif <u>1.C.7.01</u>	

Grégoire GAUTIER		Service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement des territoires (SUEDT)
<i>En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjointe : Ghislaine BRODIEZ</i>		
A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;</u>	
	2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05 ;</u>	
C – Environnement	2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances 1-C-2-1 - Protection du cadre de vie : <u>1.C.2.1.02 ;</u>	
	3) Protection de la nature : <u>1.C.3.01 ;</u> <u>1.C.3.02 ;</u> <u>1.C.3.03 ;</u> <u>1.C.3.04 ;</u> <u>1.C.3.09 ;</u>	
	4) Chasse et destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts : <u>1.C.4.01 ; 1.C.4.02 ; 1.C.4.03 ; 1.C.4.04 ; 1.C.4.05 ; 1.C.4.06 ; 1.C.4.07 ; 1.C.4.08 ;</u> <u>1.C.4.09 ; 1.C.4.10 ; 1.C.4.11 ; 1.C.4.12 ;</u> <u>1.C.4.14 ; 1.C.4.15 ; 1.C.4.16 ; 1.C.4.17 ; 1.C.4.18 ; 1.C.4.19 ; 1.C.4.20 ; 1.C.4.21 ;</u>	
	Grands prédateurs <u>1.C.4.22</u> à l'exclusion des autorisations de tirs ;	
	5) Établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée : <u>1.C.5.01 ; 1.C.5.02 ;</u>	

E – Aménagement foncier et urbanisme	<p>1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;</u></p> <p>2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.2.01 ;</u></p> <p>6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01 ; 1.E.6.04 ; 1.E.6.06 ;</u></p>
F – Transports	<p>1) Transports terrestres - transports routiers <u>1.F.1.04 ;</u></p>
J - Agriculture et espaces naturels	<p>1) Forêt et d'environnement : 1-J-1-1 Forêts <u>1.J.1.1.01 ; 1.J.1.1.02 ; 1.J.1.1.03 ; 1.J.1.1.04 ; 1.J.1.1.05 ;</u> <u>1.J.1.1.06 à l'exclusion de la décision ;</u> <u>1.J.1.1.07 à l'exclusion de la décision ;</u> <u>1.J.1.1.08 ; 1.J.1.1.09 ; 1.J.1.1.10 ; 1.J.1.1.11 ; 1.J.1.1.12 ; 1.J.1.1.13 ; 1.J.1.1.14 ;</u> <u>1.J.1.1.15 ; 1.J.1.1.16 ; 1.J.1.1.17 ;</u></p> <p>2) En matière d'aménagement rural 1-J-2-3 Études préalables pour les projets susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole : <u>1.J.2.3.01 ; 1.J.2.3.02 ;</u></p>

Thierry SABATHIER

Service de prévention des risques et de la sécurité routière (SPRISR)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjoint : Eric SIDORSKI

A – Administration Générale	<p>1) Personnel : <u>1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;</u></p> <p>2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05 ;</u></p>
B – Routes, circulation routière et autoroutière	<p>1) Exploitation des routes et autoroutes : <u>1.B.1.01 ; 1.B.1.02 ; 1.B.1.03 ; 1.B.1.04 ; 1.B.1.05 ; 1.B.1.06 ; 1.B.1.07 ; 1.B.1.08 ;</u> <u>1.B.1.09 ; 1.B.1.10 ; 1.B.1.11 ; 1.B.1.12 ; 1.B.1.13 ; 1.B.1.14 ; 1.B.1.15 ; 1.B.1.16 ;</u></p> <p>2) Éducation routière : <u>1.B.2.01 ; 1.B.2.02 ; 1.B.2.03 ; 1.B.2.04 ;</u></p> <p>3) Contrôle automatisé : <u>1.B.3.01 ;</u></p>
C – Environnement	<p>2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances 1-C-2-3- Prévention des risques <u>1.C.2.3.02 ; 1.C.2.3.03 ;</u></p>
F – Transports	<p>1) Transports terrestres – transports routiers <u>1.F.1.02 ; 1.F.1.03 ;</u></p> <p>2) Chemin de fer d'intérêt général <u>1.F.2.01 ; 1.F.2.02 ;</u></p>

Nolvenn DANIEL

Service de l'habitat et bâtiment durables (SHBD)

En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjointe : Christine MARSILLE

A – Administration Générale	<p>1) Personnel : <u>1.A.1.01 ; 1.A.1.07 ; 1.A.1.14 ; 1.A.1.22 ; 1.A.1.25 ;</u></p>
-----------------------------	---

D – Ville et Habitat	<p>2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05</u> ;</p> <p>2) Accessibilité du cadre bâti : <u>1.D.2.01</u> ; <u>1.D.2.02</u> ; <u>1.D.2.03</u> ;</p> <p>3) Abattement de la taxe foncière : <u>1.D.3.01</u> ;</p> <p>5) Agrément préalable à la construction de logements locatifs : <u>1.D.5.01</u> ;</p> <p>7) Logement insalubre ou présentant un risque de sécurité : <u>1.D.7.01</u> ; <u>1.D.7.02</u> ; <u>1.D.7.03</u> ;</p> <p>10) Amélioration des logements locatifs sociaux : <u>1.D.10.01</u> ; <u>1.D.10.02</u> ; <u>1.D.10.04</u> ; <u>1.D.10.05</u> ;</p>
----------------------	---

Nicolas VENOUX Service aménagement mer et territoires (SAMT)	
<i>En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée aux adjoints : Sylvie LASSALLE et Yannick GUILHOU</i>	
A – Administration Générale	<p>1) Personnel : <u>1.A.1.01</u> ; <u>1.A.1.07</u> ; <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.25</u> ;</p> <p>2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05</u> ;</p>
C – Environnement	<p>2) Prévention des pollutions, des risques et des nuisances 1-C-2-1 - Protection du cadre de vie : <u>1.C.2.1.01</u> à l'exclusion de la décision ;</p>
E – Aménagement foncier et urbanisme	<p>1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.1.01</u> ; <u>1.E.1.02</u> ; <u>1.E.1.03</u> ; <u>1.E.1.04</u> ; <u>1.E.1.05</u> ;</p> <p>2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.2.01</u> ;</p> <p>3) Contrôle de la conformité des travaux réalisés après décision prise par le Préfet ou par délégation préfectorale : <u>1.E.3.01</u> ; <u>1.E.3.02</u> ; <u>1.E.3.03</u> ; <u>1.E.3.04</u> ; <u>1.E.3.05</u> ;</p> <p>4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols : <u>1.E.4.01</u> ; <u>1.E.4.02</u> ; <u>1.E.4.03</u> ;</p> <p>5) Dérogation : <u>1.E.5.01</u> ;</p> <p>6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01</u> ; <u>1.E.6.04</u> ; <u>1.E.6.05</u> ;</p>
I – Mer et littoral	<p><u>1.I.01</u> ; <u>1.I.05</u> ;</p>

Fabien DALL'OCCHIO Unité des systèmes d'information géographique (USIG)	
A – Administration Générale	<p>1) Personnel : <u>1.A.1.01</u> ; <u>1.A.1.07</u> ; <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.25</u> ;</p>

L – Géomatique	2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05</u> ; <u>1.L.01</u> ;
----------------	--

Pascal BERTRAND Mission des affaires juridiques et de suivi des procédures (MAJSP)	
<i>En cas d'absence ou d'empêchement subdélégation est donnée à l'adjointe : Solène NEDELEC</i>	
A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.01</u> ; <u>1.A.1.07</u> ; <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.25</u> ; 2) Organisation et fonctionnement du service : <u>1.A.2.05</u> ;
E – Aménagement foncier et urbanisme	7) Contrôle de légalité au titre des procédures d'urbanisme : <u>1.E.7.01</u> ; <u>1.E.7.02</u> ;
K – Associations syndicales de propriétaires	<u>1.K.01</u> uniquement les correspondances ; <u>1.K.03</u> ;
M – Contentieux	<u>1.M.03</u> ; <u>1.M.05</u> ;

ARTICLE 3 :

A l'exclusion des dispositions énumérées à l'article 1, subdélégation est donnée aux agents ci-après dans le cadre de leurs fonctions respectives :

Service de l'économie agricole et du développement rural (SEADR)

Agent	Compétence	
Géraldine DEVEAU	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.01</u> ; <u>1.J.3.2.06</u> ; <u>1.J.3.2.07</u> ; <u>1.J.3.2.08</u> ; <u>1.J.3.2.09</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;
Brice DOLADILLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.09</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;
Bernard BOYER	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
	J - Agriculture et espaces naturels	3) En matière de production agricole : 1-J-3-2 Autres actes administratifs ou décisions individuelles <u>1.J.3.2.02</u> ; <u>1.J.3.2.03</u> ; <u>1.J.3.2.04</u> ; <u>1.J.3.2.05</u> ; <u>1.J.3.2.10</u> ;

Service de l'eau et des milieux aquatiques (SEMA)

Agent	Compétence	
Eric BONNET	A – Administration Générale C – Environnement	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques 1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux ; <u>1.C.1.1.01</u> ; <u>1.C.1.1.02</u> ; <u>1.C.1.1.03</u> ; 1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire : <u>1.C.1.2.01</u> ; <u>1.C.1.2.02</u> ;
Emmanuel COCHARD	A – Administration Générale C – Environnement	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 1) Milieu physique : eau et milieux aquatiques 1-C-1-1 - Police et gestion des eaux pour les cours d'eau non domaniaux ; <u>1.C.1.1.01</u> ; <u>1.C.1.1.02</u> ; <u>1.C.1.1.03</u> ; <u>1.C.1.1.04</u> ; 1-C-1-2 - Mesures de police administrative et judiciaire : <u>1.C.1.2.03</u> ; 6) Pêche en eaux douces et gestion piscicole <u>1.C.6.01</u> ; 7) Assainissement non collectif <u>1.C.7.01</u>

Service de l'urbanisme, de l'environnement et du développement des territoires (SUEDT)

Agent	Compétence	
Sophie GELLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Laurine BARTHES	A – Administration Générale C – Environnement J - Agriculture et espaces naturels	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 3) Protection de la nature <u>1.C.3.01</u> uniquement les correspondances ; 4) Chasse et destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts <u>1.C.4.08</u> ; <u>1.C.4.12</u> ; 1) Forêt et d'environnement : 1-J-1-1 Forêts <u>1.J.1.1.13</u> ;
Pierre-Jean L'HORSET	A – Administration Générale E – Aménagement foncier et urbanisme	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01</u> ;
Delphine GONZALEZ	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Julia PINEDA	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;

Service de la prévention des risques et de la sécurité routière (SPRISR)

Agent	Compétence	
Oriane REYNIER	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Claire-Océane LAHAROTTE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Thomas JELIC	A – Administration Générale B – Routes, circulation routière et autoroutière	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 1) Exploitation des routes et autoroutes : <u>1.B.1.01</u> ; <u>1.B.1.05</u> ; <u>1.B.1.07</u> ; <u>1.B.1.09</u> ; <u>1.B.1.10</u> ; 3) Contrôle automatisé : <u>1.B.3.01</u> ;
Frédéric BORTOLOTTI	A – Administration Générale B – Routes, circulation routière et autoroutière	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 2) Éducation routière : <u>1.B.2.01</u> ; <u>1.B.2.02</u> ; <u>1.B.2.03</u> ; <u>1.B.2.04</u> ;

Service de l'habitat et bâtiment durables (SHBD)

Agent	Compétence	
Christine MARSILLE	A – Administration Générale D – Ville et Habitat	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 2) Accessibilité du cadre bâti : <u>1.D.2.01</u> ; <u>1.D.2.02</u> ; <u>1.D.2.03</u> ;
Olivier BENALIOUA	A – Administration Générale D – Ville et Habitat	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 5) Agrément préalable à la construction de logements locatifs : <u>1.D.5.01</u> ; 10) Amélioration des logements locatifs sociaux : <u>1.D.10.01</u> ; <u>1.D.10.02</u> ; <u>1.D.10.04</u> ; <u>1.D.10.05</u> ;
Delphine MONCHET	A – Administration Générale D – Ville et Habitat	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 3) Abattement de la taxe foncière : <u>1.D.3.01</u> ; 7) Logement insalubre ou présentant un risque : <u>1.D.7.02</u> ; <u>1.D.7.03</u> ;

Service aménagement mer et territoires (SAMT)

Agent	Compétence	
Yannick GUILHOU	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;
Chantal GRES	A – Administration Générale E - Aménagement foncier et urbanisme	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ; 6) Procédures d'urbanisme : <u>1.E.6.01</u> ;
Sylvie LASSALLE	A – Administration Générale	1) Personnel : <u>1.A.1.14</u> ; <u>1.A.1.22</u> ; <u>1.A.1.01</u> pour la validation d'opportunité (Casper) ;

	E - Aménagement foncier et urbanisme	<p>1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;</u></p> <p>2) Décisions des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.2.01 ;</u></p> <p>3) Contrôle de la conformité des travaux réalisés après décision prise par le Préfet ou par délégation préfectorale : <u>1.E.3.01 ; 1.E.3.02 ; 1.E.3.04 ; 1.E.3.05 ;</u></p> <p>4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols : <u>1.E.4.01 ; 1.E.4.02 ; 1.E.4.03 ;</u></p>
Claudine QUERE	E - Aménagement foncier et urbanisme	<p>1) Instruction des actes d'urbanisme de compétence de l'État : <u>1.E.1.01 ; 1.E.1.02 ; 1.E.1.03 ; 1.E.1.04 ; 1.E.1.05 ;</u></p> <p>4) Avis conformes en matière d'application du droit des sols : <u>1.E.4.01 ; 1.E.4.02 ; 1.E.4.03 ;</u></p>

Fiscalité de l'urbanisme

Article R.620-1 du code de l'urbanisme :

« Pour l'application de la présente partie du code de l'urbanisme, le directeur départemental des territoires ou, à Mayotte, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement peut déléguer sa signature à ses subordonnés en ce qui concerne les matières relevant en propre de ses attributions. »

Subdélégation est donnée à : Pour la signature des :

Nathalie CLARENC
Nicolas VENOUX
Sylvie LASSALLE

- états récapitulatifs de recettes ;
- états récapitulatifs donnant lieu à décharge, réduction, restitution totale ou partielle donnant lieu à une annulation totale ou partielle suite à des réclamations contentieuses ;
- états récapitulatifs résultant des procédures de contrôles et de sanctions en application des articles L.331-21 à L.331-23 du code de l'urbanisme ;
- états récapitulatifs résultant des remises gracieuses en application de l'article L. 331-28 du code de l'urbanisme ;
- états récapitulatifs de la redevance d'archéologie préventive (RAP) ;
- admissions en non valeur ;

SECTION 2 : COMPÉTENCE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

ARTICLE 4 :

Conformément à l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ,

- pour les BOP listés à l'article 3 de ce même arrêté ;
- à l'exclusion des prérogatives du pouvoir adjudicateur définies à l'article 4 de ce même arrêté ;
- dans la réserve des limites comptables fixées par les articles 5 et 6 de ce même arrêté ;
- et à l'exception des protocoles destinés à régler à l'amiable les différends de toute nature ;

subdélégation de signature est donnée aux agents ci-dessous, à effet de signer dans le cadre de leurs attributions et responsabilités, tout acte concernant leur(s) BOP métier relatif à :

- à la gestion des crédits (autorisations d'engager et crédits de paiement) des programmes et comptes spéciaux relevant de leurs compétences,
- à la validation des engagements juridiques de toute nature, ainsi que des pièces justificatives qui les accompagnent,
- aux bons et lettres de commande après réception de l'engagement juridique créé par le centre de prestations comptables mutualisées,

Service Économie agricole et développement rural (SEADR)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Vanessa FOURATIER	Cheffe de service	EJ5 – BC4 – LRD
Bernard BOYER	Adjoint à la Cheffe de service Chef d'unité investissement, développement rural, aides conjoncturelles	EJ5 – BC4 – LRD
Géraldine DEVEAU	Cheffe d'unité installations et droits des structures	EJ3 – BC2 – LRD
Brice DOLADILLE	Chef de l'Unité aides directes de la PAC	EJ3 – BC2 – LRD

Service Eau et milieux aquatiques (SEMA)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Maxime MONFORT	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Jean-Louis BURAI	Adjoint au Chef de service Chef d'unité mission, planification et politique de l'eau	EJ5 – BC4 – LRD
Eric BONNET	Chef de l'unité quantité des ouvrages hydrauliques	EJ3 – BC2 – LRD
Emmanuel COCHARD	Adjoint au Chef d'unité qualité des eaux et milieux aquatiques	EJ3 – BC2 – LRD

Service urbanisme, environnement et développement des territoires (SUEDT)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Grégoire GAUTIER	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Ghislaine BRODIEZ	Adjointe au chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Laurine BARTHES	Cheffe de l'unité forêt biodiversité	EJ3 – BC2 – LRD
Julia PINEDA	Ajointe à la cheffe de l'unité forêt biodiversité	EJ3 – BC2 – LRD

Service prévention des risques et sécurité routière (SPRISR)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Thierry SABATHIER	Chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Eric SIDORSKI	Adjoint au chef de service	EJ5 – BC4 – LRD
Frédéric BORTOLOTTI	Chef de l'unité Éducation routière	EJ3 – BC2 – LRD
Oriane REYNIER	Cheffe de l'unité stratégie, résilience, mitigation	EJ3 – BC2 – LRD
Claire-Océane LAHAROTTE	Cheffe de l'unité prévention des risques naturels et technologiques	EJ3 – BC2 – LRD
Thomas JELIC	Chef de l'unité sécurité routière et ingénierie de crise	EJ3 – BC2 – LRD
Véronique JOUIN	Coordonnatrice de la sécurité routière	EJ3 – BC2 – LRD
Chantal LEBRETON	Adjointe à la Coordinatrice de la sécurité routière	EJ3 – BC2 – LRD

Service habitat et bâtiment durables (SHBD)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Nolvenn DANIEL	Cheffe de service	EJ5 – BC4 – LRD
Christine MARSILLE	Cheffe de service adjointe	EJ5 – BC4 – LRD
Olivier BENALIOUA	Chef par intérim de l'unité financement du logement et rénovation urbaine	EJ3 – BC2 – LRD
Delphine MONCHET	Cheffe de l'unité politiques locales de l'habitat	EJ3 – BC2 – LRD

Service aménagement mer et territoires (SAMT)

Prénom et Nom	Fonctions	Nature
Nicolas VENOUX	Chef du Service Aménagement Mer et Territoire	EJ5 – BC4 – LRD
Sylvie LASSALLE	Adjointe au Chef du service	EJ5 – BC4 – LRD
Yannick GUILHOU	Adjoint littoral au chef du service Chef de l'unité littoral	EJ5 – BC4 – LRD

Les domaines de compétence indiqués pour chaque agent subdélégué dans le tableau ci-dessus renvoient à la nomenclature du tableau ci-après :

CODE	NATURE DES SUBDELEGATIONS
EJ1	Les engagements juridiques d'un montant < 300 € HT
EJ2	Les engagements juridiques d'un montant < 3 000 € HT
EJ3	Les engagements juridiques d'un montant < 7 500 € HT
EJ4	Les engagements juridiques d'un montant < 15 000 € HT
EJ5	Les engagements juridiques < 25 000 € HT
BC1	Les bons de commandes d'un montant < 300 € HT.
BC2	Les bons de commandes d'un montant < 10 000 € HT
BC3	Les bons de commandes d'un montant < 25 000 € HT
BC4	Les bons de commandes < 150 000 € HT (article 6 délégation du Préfet)
LRD	Les propositions de mandatement et les titres de perception

ARTICLE 5 :

Au vu notamment des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat; et de l'instruction n° 05-025 MO-M9 du 21 avril 2005, dispose d'une carte d'achat pour les besoins du service :

Vincent CLIGNIEZ	Directeur départemental des territoires et de la mer
Nathalie CLARENC	Directrice départementale adjointe des territoires et de la mer

ARTICLE 6 :

Au vu des dispositions prévues par le contrôle interne comptable, les agents ci-dessous sont habilités à effectuer les mouvements informatiques de validation dans l'application comptable CHORUS :

CHORUS FORMULAIRE

Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Annaïk QUEAU (Validation)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT (Validation) Chantal LEBRETON (Validation)
Service Habitat et Bâtiment Durables	Christel MALBRANQUE (Saisie) Adrien SEVERAC (Saisie) Michel SGIAROVELLO (Saisie) Karine ALOZY (Saisie) Nolvenn DANIEL (Validation) Christine MARSILLE (Validation) Olivier BENALIOUA (Validation) Delphine MONCHET (Validation)
Service économie agricole et développement rural	Vanessa FOURATIER (Validation) Bernard BOYER (Validation) Nathalie BACHY-BERTRAND (Validation)
Service aménagement mer et territoire	Anne-Marie TONELLO (Validation)

CHORUS COEUR

Service aménagement mer et territoire	Anne-Marie TONELLO (licence lourde)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT Chantal LEBRETON
Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Annaïk QUEAU
Service Habitat et Bâtiment Durables	Olivier BENALIOUA

CHORUS ADS

Service aménagement mer et territoire	Brigitte FERRANDO Claudine QUERE
---------------------------------------	-------------------------------------

CHORUS DEPLACEMENTS TEMPORAIRES

Direction	Nathalie CLARENC (VH2) Jeanine NOVELLO (VH2)
Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	Grégoire GAUTIER (VH1) Ghislaine BRODIEZ (VH1) Annaïk QUEAU (GC-GV)
Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Thierry SABATHIER (VH1) Eric SIDORSKI (VH1) Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT (GC-GV)
Service Habitat et Bâtiment Durables	Nolvenn DANIEL (VH1) Christine MARSILLE (VH1)
Service de l'Économie Agricole et du Développement Rural	Vanessa FOURATIER (VH1) Bernard BOYER (VH1)
Service Eaux et Milieux Aquatiques	Maxime MONFORT (VH1) Jean-Louis BURAI (VH1)
Service Aménagement Mer et Territoire	Nicolas VENOUX (VH1) Sylvie LASSALLE (VH1) Anne-Marie TONELLO (GC-GV)
Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures	Pascal BERTRAND (VH1)
Unité des Systèmes d'Information, Géographique	Fabien DALL'OCCHIO (VH1)
Secrétariat général commun départemental <i>En tant que référent du SGCD, placé sous l'autorité fonctionnelle du DDTM.</i>	Véronique ALIX (VH2)

ARTICLE 7 :

Les affaires, faisant l'objet de décisions entrant dans le cadre de la présente délégation de signature, mais qui présentent une importance significative pour la vie économique et sociale du département, sont soumises, par l'autorité délégataire, à l'appréciation et le cas échéant, à la décision personnelle du Préfet.

SECTION 3 : COMPÉTENCE DE REPRÉSENTATION AUPRÈS DES JURIDICTIONS

ARTICLE 8 :

Conformément à l'article 7.03 de l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2021-087 du 17 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Vincent CLIGNIEZ, sont désignés pour représenter le Préfet les agents :

Agents	Compétences
Nathalie CLARENC Pascal BERTRAND Solène NEDELEC Camille ANDREU Annie BAYLE Anne-Marie PERREAUX	7.01 et 7.02

SECTION 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 9 :

La signature du délégataire ou subdélégataire et sa qualité devront être précédées de la mention suivante :
« Pour le préfet, et par délégation, le ».

ARTICLE 10 :

Les dispositions du présent arrêté abrogent la décision n° DDTM-MAJSP-2021-14 du 20 septembre 2021 et la décision n° DDTM-MAJSP-2021-14 du 17 novembre 2021 donnant subdélégation à certains agents de la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;

ARTICLE 11 :

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Montpellier également dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans le cas d'un recours gracieux préalable, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'auteur de la décision (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande).

Le recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Montpellier s'effectue soit par courrier à l'adresse suivante, 6 Rue Pitot CS 99002 34063 Montpellier Cedex 2, soit par voie électronique à l'adresse internet suivante <https://citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 12 :

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, M. le directeur départemental des finances publiques et M. le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 17 NOV. 2021

Le Directeur départemental des territoires et de la mer,


Vincent CLIGNIEZ



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Extrait de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2021-036
modifiant les prescriptions de l'article 7.8.3 de l'arrêté d'autorisation du 23/04/2007
réactualisant les prescriptions techniques du dépôt de gaz combustibles liquéfiés
et ses installations annexes exploités par la société SA ANTARGAZ
et implantés sur le territoire de la commune de Port-la-Nouvelle**

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2021-036 du 2 novembre 2021 modifie les prescriptions de l'article 7.8.3 de l'arrêté préfectoral n° 2007-11-0710 du 23/04/2007 réactualisant les prescriptions techniques du dépôt de gaz combustibles liquéfiés et ses installations annexes exploités par la société SA ANTARGAZ et implantés sur le territoire de la commune de Port-la-Nouvelle.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2021-036 du 2 novembre 2021 modifie les prescriptions de l'article 7.8.3 et complète les dispositions de l'article 7.8.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-11-0710 du 23/04/2007.

Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2021-036 du 2 novembre 2021 est déposée à la mairie de Port-la-Nouvelle pour y être consultée et un extrait de cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction du pilotage des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement et
de l'aménagement du territoire**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées sur le
territoire des communes du département de l'Aude**

Travaux de l'Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN)

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ,

- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le code pénal, et notamment ses articles L.322-1, L.322-3 et L.433-11 ;
- VU** le code forestier, et notamment ses articles L.151-1 à L.151-3 et R.151-1 ;
- VU** la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;
- VU** la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée et validée par la loi du 28 mars 1957 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié relatif à l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ;
- VU** le décret du 17 février 2021 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;
- VU** le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. Simon CHASSARD en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;
- VU** l'arrêté du 19 octobre 2016 relatif aux missions de l'Institut National de l'information géographique et forestière, notamment les articles 2 et 3 ;
- VU** la lettre en date du 25 octobre 2021 du directeur général de l'Institut National de l'information géographique et forestière (IGN), sollicitant l'autorisation de pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur

les communes du département et concernant les mesures à prendre pour faciliter les travaux nécessaires à l'implantation et à l'entretien des réseaux géodésiques et de nivellement, à la constitution et la mise à jour des bases de données géographiques, à la révision des fonds cartographiques et aux travaux relatifs à l'inventaire forestier national effectué par l'IGN sur le territoire des communes du département ;

Considérant que ces travaux nécessitent de pénétrer dans les propriétés publiques et privées closes ou non closes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

Les agents de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) chargés des opérations de géodésie, de nivellement, de gravimétrie, de stéréopréparation, de levé des données, de révision des cartes, de l'installation de repères et de bornes, et de l'inventaire forestier national, les opérateurs privés opérant pour le compte de l'IGN et le personnel qui les aide dans ces travaux, sont autorisés à circuler librement sur le territoire de l'ensemble des communes du département et à accéder aux propriétés publiques ou privées, closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation.

Concernant les opérations de l'inventaire forestier national, les agents pourront effectuer au besoin dans les parcelles boisées, les haies, les alignements, les terres plantées d'arbres épars ou à l'état de landes ou de broussailles, des coupes de la végétation herbacée ou arbustive selon des couloirs pour permettre de mesurer des angles ou des longueurs d'objets distants, planter des piquets, effectuer des mensurations ou des sondages à la tarière sur les arbres, apposer des marques de repère sur les arbres ou les objets fixes du voisinage. Il est précisé qu'il ne peut être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements ou de haute futaie, avant qu'un accord amiable soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut de cet accord il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

ARTICLE 2 :

L'introduction des agents et personnes mentionnés à l'article 1 ne pourra avoir lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 septembre 1892 modifiée, dont les principales dispositions sont reproduites en annexe du présent arrêté. Les personnels en cause seront munis d'une copie du présent arrêté qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition.

ARTICLE 3 :

Les maires des communes traversées sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorité aux personnels désignés à l'article ci-dessus.

Ils prendront les dispositions nécessaires pour que les personnels susmentionnés chargés des travaux puissent, sans perte de temps, consulter les documents cadastraux et accéder à la salle où ils sont déposés.

ARTICLE 4 :

Conformément aux dispositions de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, l'implantation à titre permanent de certains signaux bornes et repères sur une propriété publique

ou privée, ainsi que la désignation d'un édifice en tant que point géodésique permanent feront l'objet d'une décision du directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière notifiée au propriétaire concerné et instituant une servitude de droit public dans les conditions définies par les articles 3 à 5 de ladite loi.

ARTICLE 5 :

En vertu de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, la destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes et signaux sont réprimés par le code pénal et donnent lieu au paiement des dommages et intérêts éventuellement dus à l'Institut National de l'information géographique et forestière.

Chargés d'assurer la surveillance des bornes, repères, signaux et points géodésiques, les gendarmes de la circonscription dresseront procès-verbaux des infractions constatées et les maires des communes concernées signaleront immédiatement les détériorations à l'IGN - Service géodésie et de métrologie 73 avenue de Paris – 94165 SAINT MANDÉ CEDEX ou à l'adresse : sgm@ign.fr.

ARTICLE 6 :

La présente autorisation est valable pour cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera affiché aux lieux habituels des mairies de l'ensemble du département de l'Aude, à la diligence des maires, qui transmettront au préfet de l'Aude un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet des services de l'État dans l'Aude <http://www.aude.gouv.fr/> - rubrique « politiques publiques ».

ARTICLE 8 :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier, dans les deux mois suivant sa publication. La juridiction administrative peut également être saisie par le biais de l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, les sous-préfets des arrondissements de Limoux et de Narbonne, les maires des communes du département de l'Aude, Monsieur le directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Carcassonne, le 16 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,


Simon CHASSARD

Bureau de l'environnement et
de l'aménagement du territoire

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

déclarant d'utilité publique les travaux de restauration des immeubles dégradés cadastrés AC 80 et 81 - 1bis et 3 rue Cabirol situés dans le « Site Patrimonial Remarquable » de la commune de Narbonne.

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L313-4 à L313-4-4 et R313-23 à R313-29 ,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°87-149 du 6 mars 1987 fixant les conditions minimales de confort et d'habitabilité auxquelles doivent répondre les locaux mis en location ;

VU le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. CHASSARD Simon en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

VU la délibération du 04 février 2021 du conseil municipal de Narbonne approuvant le programme de restauration immobilière et sollicitant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de prescriptions de travaux de restauration immobilière ;

- VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2021 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'opération de restauration immobilière (ORI) concernant les immeubles dégradés cadastrés AC 80 et 81 - 1bis et 3 rue Cabirol situé dans le « Site Patrimonial Remarquable » de la commune de Narbonne ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU les pièces attestant que les formalités de publicité ont été effectuées conformément aux dispositions de l'article R.112-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 25 octobre 2021 ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

CONSIDÉRANT que les immeubles visés par cette opération de restauration immobilière ne répondent plus aux critères actuels d'habitabilité, de confort et de performance énergétique ;

CONSIDÉRANT que la réhabilitation de ces immeubles permettra de diminuer le nombre d'immeubles d'habitation et de commerces vacants en centre ville ;

CONSIDÉRANT que l'opération de restauration immobilière présente un caractère d'intérêt public et ne porte pas atteinte à l'intérêt privé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

Est déclaré d'utilité publique, au bénéfice de la commune de Narbonne, le programme des travaux de restauration immobilière à réaliser par les propriétaires privés dans les immeubles dégradés cadastrés AC 80 et 81 - 1bis et 3 rue Cabirol situé dans le « Site Patrimonial Remarquable » de la commune de Narbonne.

ARTICLE 2 :

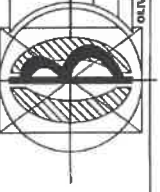
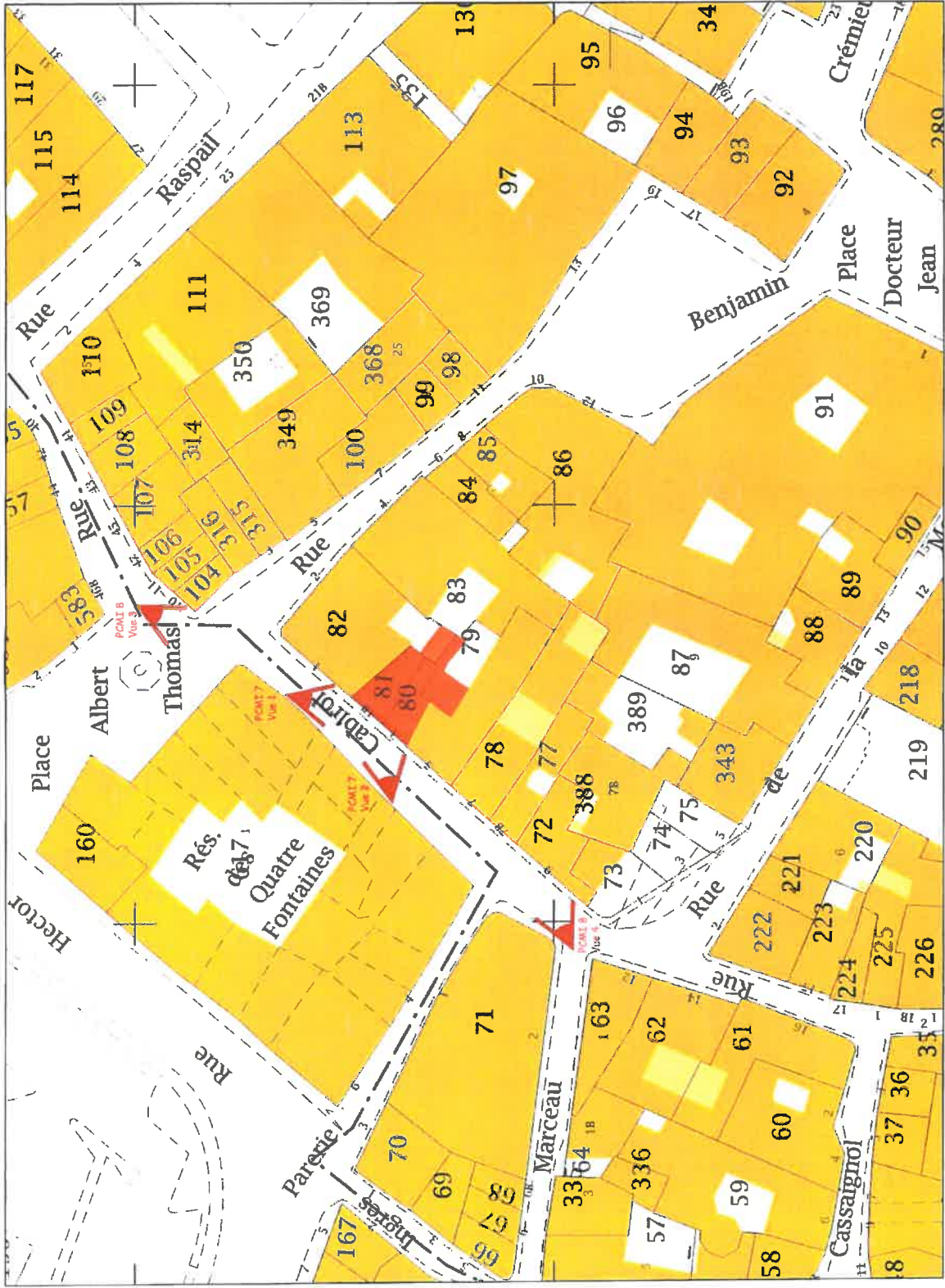
Les travaux de restauration décrits dans le dossier de l'opération de restauration immobilière devront être réalisés par les propriétaires concernés dans les délais prescrits conformément à l'article L313-4-2 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 :

Si les travaux de restauration immobilière ne sont pas réalisés par le propriétaire dans les délais prescrits, la commune de Narbonne, pourra procéder à l'acquisition des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

ARTICLE 4 :

L'expropriation éventuellement nécessaire devra être réalisée dans un délai de cinq



REHABILITATION DE DEUX IMMEUBLES - S.A.S. OPFIDHOME
 ETAT ACTUEL - EXTRAIT CADASTRAL

Section : AC	N° de parcelle : 80 & 81	Planche	N°
Date : 14.08.2019	Adresse du terrain : bis 4 3 RUE CABRIOT	PC 1	3
Dossier : 295-19	Echelle : 1:500		
	TEL : 06 58 88 65 28		
	OLIVIER BERTHOUD - Architecte DPLG - 85 BIS, Avenue de Toulouse 11110 COMBES - Tél: 06-48-33-40-76 - Fax: 04-68-33-86-82		

ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois consécutifs, en mairie de Narbonne et publié par tous procédés en usage dans cette commune. Un certificat sera établi par le maire de Narbonne qui attestera de l'exécution de cette formalité.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ;
- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de Narbonne et le maire de Narbonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Aude.

Cet arrêté sera également mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat dans l'Aude <http://www.aude.gouv.fr/> - rubrique « politiques publiques » .

Carcassonne, le 16 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,

Simon CHASSARD